



**Réponse d'Uniper à la Consultation publique du 27 mars 2019 n°2019-005
relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de
distribution de gaz naturel**

Q1: Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ?

Les évolutions de structure envisagées par la CRE sont substantielles et nécessiteraient, si elles étaient mises en œuvre, l'adaptation des pratiques et des systèmes d'information des différents acteurs. Par ailleurs, une mise en œuvre trop rapide pourrait poser une difficulté quant à leur réplication dans les contrats de fourniture dont certains peuvent être conclus sur des périodes allant jusqu'à trois ans.

À ce titre, Uniper est favorable à la proposition de la CRE consistant à décaler leur mise en œuvre au 1^{er} juillet 2022.

Q2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ?

Uniper est favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA.

Q3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ?

Uniper est favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 à 4 MWh, mais considère qu'il serait pertinent d'attendre la remontée suffisante de données Gazpar afin d'affiner le seuil à retenir.

Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une concomitance entre l'évolution du seuil entre options tarifaires T1 et T2 et celle entre les profils P011 et P012 doit être recherchée ?

Uniper partage l'analyse de la CRE quant au besoin d'une concomitance entre évolution du seuil des options tarifaires et celles des profils.

Q5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ?

Uniper est favorable au principe de scission de l'option tarifaire T2, mais considère qu'il serait pertinent d'attendre la remontée suffisante de données Gazpar afin d'affiner le seuil à retenir.

Q7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ?

Uniper alerte sur les enjeux d'acceptabilité d'un rééquilibrage conduisant à alourdir la facture des clients T3.

Dès lors, si un tel rééquilibrage devait être mis en œuvre, il serait indispensable qu'il s'inscrive dans un calendrier de long terme permettant de lisser ses effets.

Q8 : Que pensez-vous du principe de différencier la tarification des T3 pour refléter leur hétérogénéité ?

Uniper s'interroge sur l'opportunité de scinder la grille tarifaire et de la complexifier encore plus, là où une amélioration des profils pourrait sans doute permettre de capturer une partie des effets que la CRE a identifiés.



Dans tous les cas, une différenciation des clients T3 conduisant à alourdir fortement la facture de certains d'entre eux posera des enjeux d'acceptabilité. Dès lors, si un tel rééquilibrage devait être mis en œuvre, il serait indispensable qu'il s'inscrive dans un calendrier de long terme permettant de lisser ses effets.

Q9 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un terme proportionnel à la capacité journalière pour l'option T3 ? Que pensez-vous d'utiliser la capacité journalière normalisée ?

Uniper n'y est a priori pas favorable dans la mesure où cela apporterait une complexité inutile pour cette typologie de consommateurs.

Q10 : Êtes-vous favorable au principe d'appliquer une dégressivité à la tarification de la capacité de l'option T4 au-delà d'un certain seuil ?

Uniper est favorable à ce principe.

Q11 : Êtes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Uniper est favorable à l'envoi d'un signal économique permettant d'optimiser la localisation des installations de production de biométhane.